

Banques Le Liborgate

Un nouveau scandale, sur le marché interbancaire, met au jour les pratiques frauduleuses de plusieurs établissements financiers. Cette énième dérive démontre que rien n'a changé.



REUTERS

« **L**e temps des remords est passé. » C'est par cette sentence lapidaire que Bob Diamond, le sulfureux patron de Barclays, balayait les questions de députés britanniques venus l'interroger, au début de 2011, sur sa décision de distribuer des bonus plantureux aux dirigeants de sa banque. Et donc à lui-même ! La réplique, devenue culte, a fait de lui le symbole vivant de l'arrogance des grands banquiers de la City, ces « *fat cats* » dont les frasques passent de plus en plus mal dans un pays en proie aux coupes budgétaires et à la récession. Pas de quoi émouvoir pour autant l'ancien prof à l'université du Connecticut, fan des Boston Red Sox et du club de foot de Chelsea, persuadé que sa bonne étoile ne le lâcherait pas de sitôt. Patatras ! « L'homme aux 100 millions de livres » a fini par chuter, le 3 juillet, emporté par la désormais fameuse affaire du Libor. Un scandale à la magnitude inédite depuis les *subprimes*. Et qui met à nouveau la planète Finance sens dessus dessous.

Krachs en série, traders fous, argent blanchi et comptes maquillés : depuis cinq ans, on croyait avoir tout vu s'agissant des dérèglements de la finance internationale. Mais là... Avec l'affaire du Libor, les banquiers ont réussi à réveiller la capacité d'indignation des moins naïfs et des plus blasés. Même *The Economist* y est allé de son couplet offusqué, dénonçant les « *banksters* », et le « cœur pourri de la finance ». C'est dire.

Qu'ont-ils donc fait, cette fois ? Derrière le sigle un peu abscons – Libor pour *London interbank offered rate* – se cache un indice censé refléter le taux auquel les banques se prêtent entre elles. Il sert de base pour certains prêts aux ménages et aux entreprises. Sur-tout, il est utilisé comme référence pour les quelque 350 000 milliards d'euros de produits dérivés – cinq fois le PIB mondial – qui circulent chaque année sur la planète Finance. Seul hic : cet indice est fixé à partir des déclarations... des banques elles-mêmes ! Autant laisser une bande de garnements seuls dans un magasin de bonbons.

DÉCHÉANCE

Le sulfureux patron de Barclays, Bob Diamond, a dû quitter son poste au début de juillet.

Définition

Le Libor, ou *London interbank offered rate*, est l'indice du marché interbancaire arrêté à Londres. Il s'agit du taux moyen auquel un échantillon de grandes banques établies dans la capitale britannique est susceptible de prêter à d'autres grandes banques. Il est publié chaque jour à 11 heures, heure locale, par la British Banker's Association (BBA), à partir d'un sondage réalisé auprès d'un panel de 18 établissements financiers.

La tentation était grande, en effet, pour les banques membres du panel, de s'entendre entre elles afin d'améliorer les marges réalisées en spéculant sur ces produits dérivés. Des manipulations de taux parfois minimes, mais qui, en bout de chaîne, peuvent entraîner des gains considérables. Et ce qui devait arriver arriva...

Pour certaines d'entre elles, sur la période allant de 2005 à 2007, la fraude est d'ores et déjà établie. Des e-mails échangés entre des traders de Barclays, et révélés par l'enquête du gendarme des marchés britannique, l'attestent. Comme celui-ci, rédigé en septembre 2006 : « Salut les gars. On a une importante position sur le Libor à trois mois pendant les trois prochains jours. Est-ce qu'on pourrait garder le taux à 5,39 % pour les prochains jours ? Ça aiderait vraiment. » Accablant.

Les hommes forts de Barclays ne veulent pas tomber seuls

Première sanctionnée, Barclays a depuis été décapitée. Ses deux principaux dirigeants ont dû quitter la banque. En outre, l'établissement à l'aigle bleu a accepté de payer 362 millions d'euros pour mettre fin aux poursuites. Mais elle n'est pas seule dans la ligne de mire : une vingtaine des plus grandes maisons du monde (les banques helvétiques UBS et Crédit suisse, britanniques RBS et HSBC, ou encore américaines JPMorgan et Citigroup) sont dans le viseur des enquêteurs, des deux côtés de l'Atlantique.

Les hommes forts de Barclays, eux, n'entendent pas tomber seuls. Rageur, Bob Diamond a ainsi rendu publique une note datant du 29 octobre 2008, dans laquelle il affirme que le vice-président de la Banque d'Angleterre l'aurait incité à manipuler le Libor. « Il n'est pas toujours

nécessaire que [le taux de Barclays] apparaisse aussi haut », aurait alors soutenu Paul Tucker à Diamond. Enjeu pour le régulateur : éviter un effondrement de Barclays et, à sa suite, des autres grandes banques d'outre-Manche. Le Libor, en effet, fonctionne comme une sorte de thermomètre. « Plus la température est élevée, et plus cela signifie que les établissements concernés sont en mauvaise santé », décrypte un expert. En période de tourmente financière, mieux vaut parfois ne pas révéler au patient la gravité de son état. Quitte à trafiquer un peu les chiffres.

Mais, pour beaucoup, cette affaire dans l'affaire n'est qu'un rideau de fumée, d'abord vouée à diluer la responsabilité des banquiers de la City. Tout comme certains considèrent comme une diversion la nouvelle ramification du lourd dossier Barclays, dévoilée la semaine passée par le *Financial Times* : une manipulation, cette fois-ci, non plus du Libor, mais de son équivalent pour la zone euro, l'Euribor. A l'origine de ce nouveau scandale ? Là encore, la divulgation d'échanges d'e-mails compromettants entre le Marocain Philippe Moryousséf, alors trader de Barclays, et quatre autres de HSBC, de la Deutsche Bank, du Crédit agricole et de la Société générale. C'est ainsi une

LA LITANIE DES AFFAIRES

De nouveaux scandales ont entaché l'image des banques au cours des derniers mois.

UBS. La filiale française de la banque suisse est soupçonnée de fraude fiscale. L'enquête concerne la mise en place d'une double comptabilité au sein de l'établissement, qui aurait permis de masquer certains mouvements de

capitaux entre la Suisse et la France. **HSBC.** Selon le Sénat américain, la banque aurait aidé ses clients à blanchir des capitaux en provenance de régions comme l'Iran, la Syrie, les îles Caïmans ou l'Arabie saoudite. L'argent blanchi aurait pu servir à alimenter le terrorisme ou les réseaux de trafic de drogue des cartels mexicains.

JPMorgan Chase. A la suite d'une énorme perte de trading qui s'est finalement élevée à 6 milliards de dollars (4,9 milliards d'euros), la banque américaine a dû procéder au licenciement des principaux responsables, parmi lesquels le trader français Bruno Iksil, surnommé la « Baleine de Londres ». ● EVA LE SAUX

Toutes les entreprises ayant échangé avec des banques sur la base du Libor peuvent se considérer comme victimes

DÉCRIÉE

Cette nouvelle affaire détériore un peu plus l'image de la City, considérée par beaucoup comme responsable de la crise.

véritable *French connection* qui aurait été mise au jour, puisque Moryousséf est un ancien de la « Soc Gen », tandis que trois, au moins, des quatre traders en relation avec lui étaient originaires de l'Hexagone. Tout est là faute des *Frenchies* !

Les enquêtes sur le Libor ne font que commencer : après le Royaume-Uni et les Etats-Unis, l'Union européenne, la Suisse ou encore le Japon ont décidé de diligenter leurs propres investigations. L'enjeu est himalayen : toutes les entreprises ayant échangé avec des banques sur la base du Libor peuvent se considérer comme victimes. On peut donc s'attendre, outre-Atlantique en particulier, à une avalanche de procédures juridiques, des *class actions*. La banque américaine Morgan Stanley a estimé à 14 milliards

de dollars (11,5 milliards d'euros) les montants qui pourraient être réclamés aux fautifs. Mais, pour d'autres, les sommes pourraient être de 2 à 10 fois plus élevées.

Pendant ce temps-là, où étaient les régulateurs ? Muets, sourds et aveugles, comme les singes de la fable, ils arrivent aujourd'hui, une fois de plus, comme la cavalerie. Ce n'était pourtant pas faute d'avoir été prévenus : depuis cinq ans, les scandales se sont multipliés – ces derniers mois encore, au moins trois affaires d'envergure ont éclaboussé les banques (*voir l'encadré*). Sans que la finance soit véritablement réformée.

Cette énième dérive pose avec une acuité redoublée la question de la séparation des activités de dépôt et de marché. « Seules les banques de dépôt et de crédit font partie du panel du Libor, rappelle Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue. Si elles n'avaient pas été, aussi, des banques de marché, elles ne se seraient pas trouvées dans une telle situation de conflit d'intérêts, ni soumises à une telle tentation. » Mais la mise en œuvre de cette réforme est complexe. La puissance des lobbys, ainsi que la peur de voir les banques s'installer sous des cieux plus cléments ont également des effets dissuasifs. Pour accentuer la pression, les autorités américaines, suivies par leurs homologues britanniques, viennent de demander des sanctions pénales à l'égard de certains responsables du Liborgate. Des traders sous les verrous ? Le cas pourrait bien se banaliser... ● B. M.-S.



O. HARRIS/REUTERS